

Conférence de presse du cdH

Le cdH présente ses priorités et lance un appel au calme : Les belges et les francophones méritent une campagne digne et constructive

Lundi 3 mai 2010 à 11h30

Introduction... « Du calme svp »

Le cdH est affligé de l'agressivité surprenante de ce début de campagne.

Contrairement au ton positif et constructif que le cdH avait adopté pour présenter son mot d'ordre des prochaines semaines « l'union fait la force » et malgré les dernières semaines de grande cohérence et stratégie collective des 4 présidents des partis de la majorité, nous avons pu hélas constater qu'il n'a pas fallu 24 heures depuis le début de la campagne pour voir déferler les vieux démons que l'on croyait oubliés : une agressivité sans borne et la rupture du front des francophones.

Le cdH, quant à lui, comme il l'a démontré encore lors du débat de ce dimanche en ne critiquant personne et en tentant de défendre l'unité francophone ne souhaite en rien se laisser entrainer dans une campagne de caniveau.

Il se bornera ici à répondre aux attaques sur le fond par nécessité (voir point 3) mais au-delà de cela, il continuera quant à lui à baser sa campagne sur un projet sans se livrer à des attaques politiciennes ou agressives.

Les Belges qui se retrouvent en plein chaos ont besoin de responsables qui prennent de la hauteur et les fédèrent derrière un projet mobilisateur avec calme sang froid et sérénité.

C'est en tous cas la ligne de conduite que nous continuerons à nous imposer.

Aussi, le cdH lance un « **Appel au calme pour une campagne positive et digne des citoyens** ».

I. L'objectif du cdH : Sortir les Belges de la crise

Les Belges vivent hélas une double crise profonde à l'intensité inédite : la crise économique et sociale la plus forte depuis la seconde guerre mondiale, liée à une crise financière qui remet fondamentalement en cause le système débridé de marchés financiers dont nous avons vécu les limites en direct depuis bientôt deux ans.

A cette crise profonde qui a mobilisé toutes nos énergies depuis des mois pour protéger les Belges de la crise et surtout sauver un maximum d'emplois est venu s'ajouter de manière totalement irresponsable et pour des raisons purement partitocratiques, une crise institutionnelle profonde qui a plongé notre pays dans un chaos absurde.

Face à cette double crise, nous n'aurons et nous n'avons qu'un objectif : **sortir les Belges de la crise**, les sortir de la crise institutionnelle et les sortir de la crise socio-économique.

a. Sortir les Belges de la crise institutionnelle : Pour un nouveau pacte entre les belges

Si notre ambition première est de pouvoir gérer l'Etat et de continuer à répondre au quotidien aux problèmes concrets qui se posent dans notre pays tant en matière d'emploi que d'économie qu'en matière de sécurité et de police et d'environnement, si notre ambition est de préparer la société de l'après-crise en Belgique comme en Europe, nous savons que nous devons également réformer l'Etat.

Depuis 2007, nous sommes prêts à discuter d'une réforme équilibrée de l'Etat belge mais reconnaissons que, jusqu'à présent, le pays s'est enlisé dans des négociations portant beaucoup plus sur la manière d'aborder les discussions institutionnelles sur la méthode et sur le cadre que sur la capacité de conclure réellement des accords après de réelles négociations qui n'ont en fait jamais débuté.

Nous savons que sous la prochaine législature, nous devons régler ensemble :

- Le dossier relatif à BHV en ce compris l'ensemble des éléments et des thèmes mis sur la place pendant les discussions avec Jean-Luc Dehaene.
- Les transferts de compétences notamment prévus sous cette législature dans le premier paquet de compétences et dans le second paquet de compétences. Les cadres de discussions ont déjà été, à plusieurs reprises, abordés, ils sont connus. Il s'agit notamment de certains éléments relatifs à la politique de l'emploi, des éléments de politique économique, la loi sur les baux...
- L'adaptation de la loi de financement. Dans ce débat, nous défendrons comme depuis le début, une réforme équilibrée qui maintienne les principes de solidarité entre les personnes et respecte les droits des francophones.

Il s'agira donc d'établir un **nouveau Pacte de Respect et de Solidarité entre les Belges** qui maintienne au cœur de l'Etat belge un système fort de sécurité sociale, le refus d'une concurrence fiscale qui puisse être défavorable au développement du Sud du pays, le principe de transfert de compétences assorti des financements adéquats et la protection des droits des francophones.

Comme nous ne voulons pas paralyser l'Etat belge, l'Europe et les citoyens pendant de nombreux mois, nous optons idéalement pour l'hypothèse d'un gouvernement issu des urnes qui puisse être constitué le plus rapidement possible sur l'ensemble des thèmes socio-économiques et classiques de la gestion de l'Etat avec, parallèlement, un cadre de négociations clair qui puisse débiter parallèlement selon un agenda soutenu dans le cadre d'un dialogue de communautés à communautés qui puisse compter d'une manière ou d'une autre sur une majorité spéciale.

C'est dans ce cadre que le nouveau Pacte de Solidarité et de Respect entre les Belges devra être conclu avec, nous l'espérons, un maximum de représentativité politique tant du Nord que du Sud du pays.

b. Sortir les Belges de la crise économique : Pour un nouveau pacte qui prépare la société de l'après-crise

Durant cette législature, nous avons agi vite et fort pour protéger les Belges de la crise. Nous avons investi plus de 2 milliards dans des mesures anti-crise importantes en matière d'emploi grâce aux mesures de chômage économique, grâce aux différentes mesures d'embauche, grâce à la politique des titres-services, grâce aux réductions du coût du travail. Nous sommes le pays européen dont le taux de chômage a augmenté le plus faiblement et le nombre de demandeurs d'emplois est, en 2010, inférieur à celui que nous avons en 2005 et 2006.

Depuis le plan Win-Win, près de 7.000 chômeurs ont pu retrouver un emploi en 4 mois.

Notre objectif sera de sortir la Belgique de la crise et de préparer une croissance durable pour une société humaine qui mise tout sur l'investissement dans le capital humain, dans l'emploi, dans la défense d'une sécurité sociale forte.

1. Priorité N°1 : Un pacte pour l'emploi

Nous devons avoir à la fois plus de personnes au travail et plus d'offres d'emploi. Nous devons dès lors investir tant sur l'offre que sur la demande d'emploi et miser avant tout sur le capital humain qui est le premier facteur d'insertion et aussi de compétitivité de notre économie.

En matière d'investissement dans le capital humain, nous proposerons de conclure un pacte pour la formation au sein de l'Etat belge entre toutes les entités fédérées afin de donner une chance d'insertion et de transition à l'ensemble des demandeurs d'emploi et des travailleurs.

Nous devons investir massivement sur l'accompagnement des demandeurs d'emploi afin de renforcer non seulement leur accès à l'emploi mais aussi d'harmoniser les transitions.

En ce qui concerne l'augmentation de l'offre d'emploi, nous devons travailler sur une diminution importante du coût du travail avec un réaménagement de la fiscalité entre la fiscalité sur le travail et le capital et nous devons conclure une alliance emploi-environnement qui dope les emplois environnementaux et le développement de l'entrepreneuriat dans ce secteur via un accord entre l'ensemble des entités fédérées et fédérales.

2. Priorité N°2 : Un nouveau pacte social qui prépare la révolution de l'allongement du temps de la vie et développe un réel bouclier social et une politique de diversité réussie pour les Belges

Nous devons à la fois prendre des mesures importantes pour augmenter le taux d'emploi au-dessus de 50 ans et réformer notre système de pension pour le rendre à la fois viable et augmenter les pensions pour l'ensemble de nos concitoyens.

Qu'il s'agisse de la politique de la santé et des politiques sociales, nous devons non seulement lutter contre des demandes de régionalisation de la sécurité sociale mais, en outre, l'adapter et la développer pour faire face aux nouveaux besoins.

Par ailleurs, nous devons réussir notre politique d'insertion et de diversité avec une politique active de lutte contre les discriminations et de nouvelles politiques qui allient le respect de la diversité avec les besoins d'universalité et de lien social.

Les conclusions des Assises de l'Interculturalité seront les bienvenues pour développer une nouvelle politique qui apaise les relations entre personnes d'origines différentes.

3. Priorité N° 3 : Un nouveau pacte pour la sécurité des belges qui réforme la justice et améliore l'efficacité de la police

La réforme de la justice, sa rapidité, sa célérité, une amélioration de la sécurité à Bruxelles et dans nos villes, le renforcement de l'efficacité et du nombre de policiers, l'accompagnement et le développement du statut des pompiers et de la protection civile seront des thèmes également prioritaires dans notre futur projet pour les mois à venir.

4. Priorité N°4 : Un nouveau pacte pour le développement durable

En lien avec les Régions, une politique environnementale forte devra être déployée pour répondre aux enjeux climatiques mais aussi verdir structurellement et fondamentalement notre économie et l'organisation de notre société.

II. Un mot d'ordre plus moderne que jamais en 2010 : « L'union fait la force »

« L'union fait la force » est une devise plus que jamais moderne qui s'adapte non seulement à la situation institutionnelle belge en lui donnant en 2010 un nouveau sens, affranchi de toute nostalgie de la « Belgique de papa » mais aussi à tous les thèmes de société en réhabilitant les notions de respect, de solidarité et de sens de l'intérêt collectif et général.

a. « L'union fait la force »... dans notre pays

- Il s'agit bien évidemment de l'union de tous les Belges francophones et flamands derrière un nouveau projet adapté de vie commune, derrière un nouveau « Pacte de Solidarité et de Respect entre les Belges et dès lors de la capacité de vivre bien ensemble dans une nouvelle Belgique fédérale.
- Il s'agit aussi et surtout de la réussite de la relation des Belges d'origine étrangère et des Belges de souche et de la capacité de réussir la diversité.
- Il s'agit également de l'union des francophones qui doit fédérer à la fois les Wallons et les Bruxellois, la Région wallonne, la Région bruxelloise et la Communauté française avec une volonté de construire un espace francophone soudé, sans repli régionaliste ou sous-régionaliste mais dans l'affirmation de ses spécificités réciproques.

b. « L'union fait la force »... dans le monde et en Europe

- Il s'agit avec cette devise de défendre notre vision d'une Europe fédérale forte qui rassemble les citoyens européens au-delà des frontières et des langues au sein d'une Union européenne qui doit s'affirmer tant dans sa politique sociale que dans sa politique socio-économique, sa politique environnementale et sa politique étrangère avec une vision plus humaine et durable.
- Il s'agit aussi avec cette devise de défendre une gouvernance mondiale ambitieuse et renforcée qui unit les continents et les pays de la planète derrière un vrai projet durable et humain, une nouvelle régulation de l'économie, un nouveau modèle de redistribution des richesses.

c. « L'union fait la force »... à chaque moment de vie de notre société

- Il s'agit avec cette phrase de réhabiliter le sens de l'intérêt collectif face à une société de plus en plus égoïste et individualiste, de remettre à l'honneur le sens de l'intérêt général au-delà des intérêts partisans.
- Il s'agit également et surtout de défendre la solidarité entre les citoyens, des politiques sociales fortes, une sécurité sociale forte, un réel système de progressivité dans le domaine fiscal, un secteur non marchand qui développe les services aux personnes et la solidarité interpersonnelle. Il s'agit

fondamentalement de remettre la relation humaine au cœur d'un projet politique.

- Il s'agit également avec cette notion d'union de dépasser les conflits droite-gauche et les luttes de classes sociales, de défendre la médiation et la concertation sociale et de privilégier dans la société tout ce qui rassemble et fédère plutôt que tout ce qui oppose et divise.

Bref, l'union fait la force, c'est le retour de la relation et du dialogue, du respect. C'est la force de la solidarité et de la fraternité.

III. Une opération « Restaurer la confiance »

1. Nous voulons aujourd'hui lancer un appel pour redonner un peu de sens, de la raison, de l'optimisme et de l'intérêt général

Nous voulons mobiliser les citoyens dans une approche constructive et fédératrice et leur redonner de l'espoir, une motivation pour un projet collectif et un nouveau sens pour notre pays.

C'est la raison pour laquelle nous avons publié un appel au dialogue dans l'ensemble des journaux de ce matin.

La fermeté sur ce qui est pour nous incontournable va de pair avec l'ouverture et le dialogue.

Si nous voulons éviter que les extrêmes ne gagnent en Flandre, nous devons soutenir les modérés et montrer qu'un avenir est possible et que les francophones ne sont pas conformes aux images négatives véhiculées par certains partis en Flandre. Nous devons pouvoir expliquer calmement nos points de vue mais aussi nos ouvertures pour pacifier et diminuer la pression sans pour autant accepter n'importe quoi.

Après l'attitude du VLD et l'échec de la relation au sein de la famille libérale du Nord comme du Sud, nous aurons plus que jamais besoin de personnes qui puissent dialoguer entre le Nord et le Sud du Pays au sein de « familles politiques ». Après trois ans de travail ensemble au quotidien et malgré nos points de vue différents sur certains aspects, c'est ce que nous avons pu construire avec le cd&V depuis la fin du cartel avec la NV-a. C'est plus que jamais ce que nous allons faire avec l'arrivée de Marianne Thyssen, largement appréciée par J. Milquet. Une relation entre deux femmes présidentes de partis apporte du liant dont nous avons largement besoin.

2. Un nouveau site www.lunionfaitlaforce.eu donnera la parole aux citoyens

Par ce site interactif, le cdH entend montrer que notre devise garde tout son sens dans le nouveau contrat Belgique qui liera les Communautés et les Régions de notre pays.

Au-delà du site, nous voulons développer des actions concrètes qui retissent des liens, permettent un dialogue et cassent les stéréotypes.

1. L'opération « pont - brug » est une opération qui permet via un site de créer des échanges et des partenariats sur des projets concrets entre communes flamandes et francophones et leurs habitants. Nos différents mandataires locaux et bourgmestres initieront cette opération dans les 15 jours avec un site spécifique en préparation.

2. L'opération « Vis ma vie »

L'Union fait la force, c'est aussi permettre à des personnes de culture ou de langues différentes de partager concrètement des projets et des expériences communes. C'est pourquoi les jeunes cdH proposeront dans les semaines qui viennent à des jeunes francophones, néerlandophones, germanophones de partager une journée ou plus la vie d'un jeune d'une autre communauté. Car nous pensons que les jeunes générations partagent des préoccupations communes par rapport à l'avenir, des points communs qui valent plus que les stéréotypes sur les différences.

3. Des rencontres en Flandre

Alors que l'on peut s'attendre du côté flamand à une campagne où les extrêmes vont se radicaliser, nous voulons dépasser les frontières linguistiques et organiser des dialogues avec et entre citoyens de l'autre communauté durant les prochaines semaines.

4. Une présence d'écoute et de proposition sur les réseaux sociaux

Les réseaux sociaux ne connaissent pas les limites étriquées des frontières linguistiques. Les Jeunes cdH seront donc présents pour entendre, participer, proposer, sur Facebook en particulier, des initiatives ouvertes qui cassent les stéréotypes et permettent d'échanger des impressions via des initiatives collectives dans les deux langues. Ces jours-ci, de nombreux groupes, événements, causes ont vu le jour. Sur base des révoltes des citoyens sur les réseaux sociaux, nous voulons écouter, pour proposer des réponses, dialoguer.

IV. Une réponse hélas nécessaire aux attaques surréalistes de ce week-end

1. Il n'y a aucune stratégie d'Olivier dans l'air

Nous trouvons ahurissant que le MR s'isole de cette manière et fasse croire qu'il y aurait un olivier dans l'air pour tenter de jouer le « seul contre tous ».

Il n'y a eu aucun contact ni aucune volonté de qui que ce soit qui puisse fonder cet élément. Le lendemain des élections est totalement imprévisible notamment en Flandre et il existe plusieurs alternatives dont la plus régulièrement citée est la tripartite classique, surtout en période de réforme institutionnelle pour éviter les erreurs de l'orange bleue qui n'avait pas la majorité suffisante. L'enjeu sera de faire en sorte que les partis les plus extrêmes ne gagnent pas. C'est tout et il faudra peut être une union de tous les partis néerlandophones classiques, qui sait ?

Le cdH souhaite faire confiance aux électeurs et n'a aucune exclusive à l'égard de quiconque. Il a gouverné avec le MR en étant, quant à lui, d'une correction absolue à son égard sans émettre la moindre critique, même dans l'affaire Fortis, et n'a aucun problème à envisager un exercice similaire pour l'avenir, le cas échéant. Le cdH peut aussi se retrouver dans l'opposition qui sait. Alors, quand le pays sort d'une crise, il faut d'abord restaurer la confiance et ne pas se profiler sur des conjonctures purement partitocratiques et de coalitions de fantasmes. Avant de parler de pouvoir, il faut d'abord convaincre sur le projet politique et les convictions. Le pouvoir n'est jamais un argument en soi.

Enfin, c'est le Roi qui mène les négociations et décide des formateurs et informateurs ce qui ne laisse aucune place à un accord pré-électoral au Fédéral.

2. On ne peut en même temps dire « trop oui » et « trop non »

Le cdH n'est même pas en colère mais profondément attristé de constater que il n'a hélas pas fallu 24h au MR, apparemment en panne de projets constructifs porteurs, pour sombrer dans des attaques politiciennes agressives et hélas surtout pour rompre le front des francophones. Cette stratégie est étonnante quand on sait que l'opposition interne du MR avait reproché une stratégie trop agressive loin des préoccupations des gens

D'un côté Louis Michel, reproche à Joëlle Milquet de d'avoir dit Non en 2007. Nous rappelons que c'est à Bart de Wever et aux exigences de scission du pays et de la sécurité sociale que nous avons toujours dit NON, sur base d'ailleurs de ce qui était supposé être une position commune des francophones. Nous avons toujours dit oui en 2007 comme en 2010 à une réforme équilibrée de l'Etat et à certains transferts de compétences. D'ailleurs, personne ne pointe la responsabilité du cdH dans l'échec actuel et en 2007. Pour rappel, nous avons toujours dit oui à la dernière note finale proposée soit par l'explorateur de l'époque Herman Van Rompuy, soit à la dernière note soumise à discussion d'Yves Leterme en novembre 2007. C'est chaque fois in fine la NVA qui a bloqué

car le cadre de la discussion leur semblait trop déséquilibré. Van Rompuy lui-même et Dewael ont toujours confirmé cette analyse.

De l'autre côté, voilà Olivier Maingain que Joëlle Milquet n'a jamais critiqué ni ces derniers jours ni avant qui prétend que cette dernière va tout lâcher et ne défendra pas, comme les autres partis francophones, la fermeté. Il cite notamment comme point de résistance les mêmes éléments que ceux qui avaient fait dire non au cdH en 2007. C'est à ne rien n'y comprendre si ce n'est une inquiétude totale dans les rangs du MR qui fait dire tout et son contraire.

* * *